

# Eugène Varga

## Articles publiés en 1921 dans *La Correspondance Internationale*

1. 9 novembre 1921, n°9, pp. 72-73. *La nouvelle Politique économique de la Russie communiste.*
2. 19 novembre 1921, n°12, rubrique « Nos Problèmes », pp. 96-97. *A propos des Arguties socialistes sur la nouvelle Politique des Soviets*
3. 23 novembre 1921, n°13, p. 106 *Capitalisme d'Etat et Dictature du Prolétariat* (signé Pavlovski , un pseudonyme d'Eugène Varga)
4. 3 décembre 1921, n°16, p. 160 *La Réorganisation de l'industrie Russe.* (la traduction est parfois manifestement fautive)
5. 31 décembre 1921, n°24, rubrique « En Russie Soviétiste », pp. 193-194. *Que Faut-il au Relèvement de la Russie ?*

1. 9 novembre 1921, n°9, pp. 72-73

## **La nouvelle Politique économique de la Russie communiste.**

par *E. Varga* (Moscou).

La nécessité de la nouvelle politique économique de la Russie communiste n'a pas toujours été bien comprise par les travailleurs européens. Des « révolutionnaires » vont jusqu'à y dénoncer une trahison du communisme : ce qui en fait d'ailleurs des ennemis de l'état prolétarien. Il nous semble donc utile d'insister sur la nécessité absolue de cette nouvelle orientation économique de la Russie soviétiste.

La nouvelle politique se réduit au fond à : 1° l'abolition du monopole des denrées alimentaires et son remplacement par un impôt alimentaire ; 2° l'abandon de certaines entreprises secondaires à l'initiative privée ou à la coopération privée ; 3° la réorganisation de l'industrie étatisée, de manière à laisser aux grandes entreprises une plus grande liberté d'action.

L'ensemble de ces modifications entraîne sans doute une restriction de l'économie communiste d'état et comporte de grandes concessions à l'initiative privée. Pourquoi donc ces concessions étaient-elles inévitables ? Découlent-elles des circonstances particulières auxquelles la Révolution russe doit faire face ou faut-il y voir une modification de la théorie communiste en général ?

Constatons d'abord que l'industrie étatisée, telle quelle se développait en 1920, dépassait de beaucoup la mesure que les bolchéviks lui avaient primitivement assignée. Elle était trop vaste pour que le prolétariat russe, numériquement faible, fatigué par la guerre, ne possédant que peu d'organiseurs, put suffire à la bien diriger.

Un grand nombre de documents, désormais historiques établissent que le Parti Communiste russe n'avait pas, au début l'intention de pousser si loin les nationalisations. Dès 1917 Lénine préconisait le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un capitalisme privé soumis au contrôle de l'Etat prolétarien, assez semblable au socialisme de guerre de l'Allemagne. Dès 1918 un décret instituant l'impôt alimentaire avait été élaboré, qui ne fut pas mis en vigueur.

Le monopole de l'alimentation et l'étatisation de la plupart des industries ont été nécessités par la guerre et par la résistance organisée de la bourgeoisie. La guerre imposait à l'Etat de ravitailler les années et, à l'arrière, l'industrie travaillant pour les armées, d'où les réquisitions dans les campagnes. La résistance de la bourgeoisie qui sabota toutes les industries dont on ne l'avait pas entièrement dépossédée, et qui se refusa à travailler pour l'Etat communiste, obligea irrésistiblement ce dernier à persévérer dans la voie des expropriations. Cette attitude de la bourgeoisie était dictée par la pensée de rendre le maintien du régime des Soviets économiquement impossible. C'est pourquoi Lénine appelle le système en vigueur jusqu'à la fin de 1920, formé et développé pendant la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur, *communisme de guerre*.

Né de la guerre, ce système ne pouvait pas durer plus que la guerre. Il imposait, en effet, à l'économie paysanne des charges trop lourdes. D'autre part la réquisition des produits du travail de la terre était en contradiction flagrante avec les intérêts de la production rurale. Car les paysans russes sont aujourd'hui, de fait, les propriétaires de leurs terres et sujets d'économie privée. Il leur appartient de déterminer l'espèce et l'étendue de leur production. Toute tentative d'imposer aux paysans russes une règle de production indépendante de leur propre volonté est à l'avance

condamnée. La Russie possède un demi-million de villages et trente millions de petites fermes. Le contrôle rigoureux par l'Etat communiste de cette multitude de petites exploitations agricoles est évidemment impraticable.

Le paysan russe, petit producteur isolé était traité par l'Etat, en régime communiste de guerre, comme un participant de l'économie communiste étatisée. Contradiction flagrante. Producteur privé le paysan déterminait lui-même l'étendue et la nature de sa production ; mais, quelle qu'elle fut, l'Etat ne lui laissait des fruits de son travail que la quantité fixe nécessaire à son existence. Par suite de cette erreur la production alla en décroissant, tant sous le rapport de la superficie cultivée que sous le rapport de la moyenne des récoltes. Les paysans n'étaient aucunement intéressés à l'augmenter.

Puis, aussitôt que cessa l'état de guerre, les conséquences politiques de cette situation se firent sentir. La grande masse des paysans russes manifesta au printemps de 1921, par des protestations et par des insurrections, un mécontentement du monopole de l'alimentation. Tant que la guerre s'était prolongée, craignant que la chute du régime des soviets ne ramenât les propriétaires fonciers, ils s'étaient soumis à l'inévitable.

La paix paraissant assurée les paysans ne voulurent plus tolérer cette situation. Ils forment l'immense majorité des populations de la Russie : contre leur gré, la dictature du prolétariat ne pourrait être maintenue que par la force. C'eut été recourir à des mesures de répression continues, c'eut été instituer un système absolument incompatible avec le principe de la dictature du prolétariat qui doit avoir l'appui de tous les travailleurs. Il y avait donc urgence de rétablir le rapport naturel entre les conditions de la production et celles de la répartition, c'est-à-dire à rendre au paysan la libre disposition des produits de son travail, l'impôt alimentaire une fois payé. Le rétablissement du commerce local découle, par voie de conséquence, de cette première mesure: il faut en effet que le paysan puisse échanger le produit de son travail.

Les résultats jusqu'à ce jour acquis semblent attester que la classe paysanne accueille avec satisfaction cette législation nouvelle. Nulle part on n'a dû recourir à la contrainte pour le recouvrement de l'impôt alimentaire, toujours versé de bon gré, sans retard. On a pu constater déjà l'agrandissement des superficies cultivées lors des semailles d'automne. N'était la famine de la Volga les conséquences heureuses de la nouvelle politique pussent être très appréciables dès l'année prochaine. Nous reparlerons dans un prochain article des modifications apportées à la vie industrielle de la Russie des Soviets.

2. 19 novembre 1921, n°12, rubrique « Nos Problèmes », pp. 96-97

## **A propos des Arguties socialistes sur la nouvelle Politique des Soviets**

par *E. Varga* (Petrograd).

La nouvelle politique économique de la Russie réduit l'exploitation par l'Etat aux branches d'industrie les plus considérables ; mines transports, grosse industrie, commerce extérieur, monopole financier. Elle se restreint donc aux branches d'industrie dont l'étatisation ou la municipalisation s'inscrivent dans tous les programmes socialistes. Il fallait donc, nous dira-t-on peut-être, quatre années de guerre civile et la dictature du prolétariat pour arriver à ce résultat prévu par le programme

socialiste ? N'eut-il pas mieux valu se borner dès le début à des mesures prudentes de socialisation ?

Ce raisonnement typiquement socialiste confond l'opportunité économique avec les possibilités politiques et sociales. Les communistes qui, au début n'en avaient nullement l'intention, furent contraints de nationaliser toute l'industrie moyenne et petite par le sabotage de toutes les couches de la bourgeoisie. Toutes les tentatives de socialisation partielle échoueront à l'avenir sur le même écueil. Les expériences poursuivies en Allemagne, en Autriche en Bohême, en Hongrie, par les socialistes entrés dans le cabinet bourgeois prouvent que la socialisation pacifique, opérée de concert avec la classe possédante, est une chimère. Tant que la bourgeoisie détient le pouvoir, l'Etat, l'appareil administratif, il lui est facile d'empêcher les mesures de socialisation.

La dictature du prolétariat est la condition préliminaire politique de toute mesure de socialisation efficace. Or, sitôt que le pouvoir politique est aux mains du prolétariat les mesures de socialisation partielle se heurtent à la fois aux résistances de la bourgeoisie et à l'opposition de la classe ouvrière elle-même.

Les exemples de la Russie et de la Hongrie en font foi. Mus par l'intérêt de classe qui les porte à créer des difficultés au gouvernement ouvrier, les capitalistes dont les entreprises n'ont pas été socialisées désorganisent sciemment la production. Leur intérêt individuel les y porte aussi car, dans la première période de la dictature du prolétariat, le relâchement de la discipline du travail rend la production assez difficile. La révolution met fin à une discipline de travail fondée sur l'assujettissement du travailleur à l'exploitation. Les ouvriers qui viennent de remporter sur le capitalisme une victoire décisive ne se rendent pas volontiers au travail chez le petit patron. Peu importe que le gouvernement révolutionnaire veuille ne nationaliser que les grandes industries. La force des choses l'oblige à sanctionner des expropriations de plus en plus larges.

Nous n'avons nationalisé en Hongrie que les entreprises employant plus de 20 ouvriers. Les ouvriers des entreprises employant 18 ou 19 personnes ne voulurent pas comprendre pourquoi on les laissait encore exploiter. Et c'est contre la volonté expresse du gouvernement des soviets hongrois qu'ils procédèrent eux-mêmes à l'expropriation de leurs patrons. Le gouvernement communiste ne pouvait naturellement pas intervenir pour défendre le petit patronat. Une révolution ne saurait être prévue à l'avance, dans ses moindres détails. Toute dictature ouvrière devra étendre plus ou moins, à titre temporaire, le domaine des socialisations.

Mais d'où vient qu'à présent cette restriction des nationalisations est devenue possible en Russie ? Deux changements importants se sont produits. La bourgeoisie a dû reconnaître l'impossibilité de vaincre la dictature du prolétariat. Ses ressources se sont épuisées. Elle se voit réduite à s'accommoder aux situations faites et consent à organiser des entreprises en régime communiste. — D'autre part les déplorables expériences faites par les prolétaires leur ont appris qu'ils sont encore incapables d'assumer l'organisation de toutes les industries. Force leur a été de s'imposer des restrictions après avoir payé au prix fort le concours des spécialistes bourgeois. Certes, ce n'est pas sans douleur que beaucoup de travailleurs communistes russes en conviennent. Mais l'expérience politique acquise en quatre années de révolution par le prolétariat russe suffit à le convaincre de l'inéluctabilité de certaines restrictions. Quoique en possession du pouvoir politique le prolétariat russe sait qu'il a encore beaucoup à apprendre à l'école économique de la bourgeoisie.

Toute dictature connaîtra donc la nécessité d'une socialisation presque totale. L'accommodement avec la bourgeoisie sur les bases d'une socialisation partielle n'est qu'une utopie politique. Mais ce n'est pas partout que le prolétariat devra rétrocéder une partie des avantages économiques acquis. En Allemagne, par exemple, où la force numérique du prolétariat est bien plus considérable qu'en Russie où tout ouvrier sait lire et écrire, où les facultés d'organisation sont supérieurement développées, où l'on pourrait, en cas de dictature révolutionnaire trouver aisément un

point de jonction avec la Russie des Soviets ce qui délivrerait la révolution des charges d'une résistance armée sur toutes les frontières, il nous semble bien qu'une semblable rétrocession ne s'imposerait pas.

La Russie, premier Etat prolétarien, a dû résister pendant quatre années au monde capitaliste tout entier, ce fait ne doit jamais être oublié. La nécessité de la défense révolutionnaire a absorbé toutes les capacités organisatrices de la classe ouvrière russe relativement attardée sous ce rapport et peu nombreuse. Au début de la révolution fort peu de militants eurent le loisir de se consacrer aux tâches économiques. Mais la conservation de la dictature prolétarienne est à coup sûr la seule chose décisive. Quand la formation de nouveaux Etats prolétariens mettra fin à l'isolement de la Russie, ses forces organisatrices aujourd'hui retenues par l'armée et par les administrations connexes à la défense du pays seront libérées et deviendront des facteurs de progrès économique.

Les ouvriers doivent comprendre que le cours ralenti de la révolution en Europe oblige les communistes russes à des concessions parfois très douloureuses. Si le reproche en revient à quelqu'un, ce n'est pas à ces derniers, c'est bien plutôt à la classe ouvrière des autres pays. Mais peut-on parler de reproches ? En tout cas les arguments des socialistes sont en l'occurrence dénués de valeur. Rien ne permet de croire qu'on puisse « éviter la dictature du prolétariat » et procéder « de concert avec la bourgeoisie à l'organisation économique de la société nouvelle, en partant du point où la Russie communiste est arrivée après quatre années de luttes acharnées ». De pareilles illusions ne peuvent être entretenues que par une méconnaissance complète de la lutte des classes ou par la trahison de la cause révolutionnaire.

3. 23 novembre 1921, n°13, p. 106

## **Capitalisme d'Etat et Dictature du Prolétariat**

par *E. Pavlovski* (Moscou).

Le capitalisme d'Etat, discuté en ce moment par la presse communiste, donne lieu à bien des appréciations erronées. Le plus souvent on commet la faute d'en parler sans avoir considéré la question du pouvoir dans l'Etat intéressé. Nous distinguons trois cas tout à fait différents du capitalisme d'Etat.

Il peut y avoir *capitalisme d'Etat au sein de l'Etat capitaliste*. Le gouvernement n'est ici que l'organe exécutif des intérêts de la bourgeoisie; l'Etat lui-même n'est que l'appareil de coercition de la classe possédante. Le capitalisme d'Etat se définit par des instructions destinées à protéger les intérêts de l'ensemble de cette classe contre les intérêts éventuels de groupes ou de capitalistes isolés. Nous constatons, par exemple, dans tous les pays bourgeois une tendance très nette des capitalistes à reprendre à l'Etat l'exploitation des chemins de fer, des postes et des télégraphes. En Angleterre par contre une campagne active est menée en faveur de l'étatisation des mines. Il va de soi que l'exploitation de certaines branches d'industrie par l'Etat ne changera en rien les conditions du pouvoir. Propriétaire et administrateur de certaines branches d'industrie, l'Etat capitaliste n'est au sein de la société qu'un sujet économique isolé, et il exploite autant que les particuliers, dans l'intérêt de la même classe.

Le « socialisme de guerre » tel qu'on l'a connu en Allemagne, pendant la guerre, nous montre une autre forme de capitalisme d'Etat. L'Etat prive le capitaliste du droit de disposer librement de ses marchandises. L'Etat détermine le programme de la production. Mais le pouvoir politique, toute la

puissance de l'Etat demeure aux mains de la bourgeoisie. L'Etat ne fait qu'agir dans l'intérêt, du moins le pense-t-il, de la totalité des classes dirigeantes.

Le « capitalisme d'Etat » qui naît en Russie est évidemment tout à fait distinct des deux formes précédentes, en dépit de ressemblances apparentes. La différence essentielle réside dans la structure même de l'Etat qui régit la production. Cet Etat prolétarien gère les industries exclusivement au bénéfice de la classe ouvrière. On le voit dans les moindres détails. L'Etat soviétiste qu'il règle la production ou la répartition, ou qu'il légifère sur les conditions du travail ne s'inspire que des intérêts vitaux de la classe ouvrière. On objectera peut-être qu'une certaine fraction du prolétariat demeure en Russie soumise à exploitation capitaliste. Nous ne le contestons pas. Mais l'importance du fait que, dans les luttes entre exploités et exploités, l'Etat se range du côté des exploités apparaît alors énorme.

Dans l'Etat capitaliste seuls les possédants jouissent véritablement des droits d'association et de réunion. Chez nous c'est le contraire qui est vrai. Dans les conflits avec le patronat les ouvriers seuls peuvent compter sur l'appui de l'Etat. Les capitalistes ne peuvent ni former des associations ni compter sur l'Etat.

Dans l'Etat capitaliste la Justice ne travaille que pour les possédants. Chez nous elle se préoccupe avant tout de la saine garde des intérêts du travailleur. Même si en Russie soviétiste le nombre des ouvriers travaillant au compte de l'Etat était relativement moindre que dans un Etat bourgeois possédant de grandes exploitations étatisées et, par conséquent un capitalisme d'Etat très étendu, le capitalisme d'Etat serait en Russie d'une espèce essentiellement différente. Il resterait au service du prolétariat alors que le second ne servirait jamais que la classe bourgeoise.

Mais on peut encore en concevoir une troisième sorte. Le capitalisme d'Etat étape transitoire. En Europe orientale et centrale un certain nombre d'Etats sont en ce moment acculés à la banqueroute. Il ne paraît y avoir qu'un moyen de l'éviter : une expropriation étendue des capitalistes. La classe ouvrière allemande commence une campagne dans ce sens. La formule employée de « saisie de valeurs-or »[sic] n'est que l'expression assez défectueuse de la revendication de l'expropriation pure et simple d'une partie considérable des moyens de production. La bourgeoisie y opposera une résistance acharnée. On le conçoit. Abstraction faite du mécanisme de répression et de coercition de l'Etat, le pouvoir de la bourgeoisie ne repose que sur la libre disposition de ses richesses. Elle n'abandonne à son Etat le soin d'administrer dans son intérêt certaines industries, que dans des cas particuliers bien définis, lorsque ces industries (chemins de fer, postes télégraphes) constitueraient entre les mains d'un seul groupe capitaliste, un monopole trop dangereux.

Or, dans la lutte qui s'engage en Allemagne, en Autriche, en Pologne, pour les impôts, il est question de l'expropriation de diverses autres industries. Si le prolétariat remportait dans cette lutte une victoire, si l'Etat expropriait de nombreuses industries, serait-ce désormais du capitalisme d'Etat bourgeois ou prolétarien ? — Ni l'un ni l'autre, à notre avis. L'Etat qui exproprierait dans une large mesure la bourgeoisie ne serait plus un état bourgeois, au sens ordinaire de ce mot, et ne serait pas encore un Etat prolétarien. Ce serait un nouveau type d'Etat dont le développement dépendrait du cours ultérieur de la lutte des classes.

De tout ce qui est procédé [sic = ce qui précède] il ressort qu'il est déplorable de confondre le capitalisme d'Etat dans l'Etat bourgeois, le capitalisme d'Etat en période de dictature prolétarienne, et le capitalisme d'Etat en période de transition, tel que celui vers lequel s'orientent les pays de l'Europe orientale et centrale. Ces trois formes n'ont de commun que le nom. Toute la question est dans la nature et la forme de l'Etat en question. Et c'est créer sciemment une confusion fâcheuse que d'imputer à la Russie des Soviets les caractères et les défauts du capitalisme d'Etat bourgeois.

4. 3 décembre 1921, n°16, p. 160

## La Réorganisation de l'industrie Russe.

*par E. Varga.*

La nouvelle politique économique de la Russie a entraîné la réorganisation de l'industrie russe. Le système, jusqu'ici en vigueur basé sur l'administration collectiviste de toutes les entreprises employant plus de 5 travailleurs, s'est montré trop lourd, trop bureaucratique, trop préjudiciable à la bonne marche de la production. La difficulté des communications rendait la direction centrale d'un nombre énorme de petites entreprises des plus difficiles. Les forces organisatrices du prolétariat russe ne suffisent évidemment pas encore à maîtriser, en dehors de l'armée et de l'administration de l'Etat, *toute* l'organisation de l'industrie. La transformation du ravitaillement obligeait d'autre part la Russie des Soviets à donner aux paysans la possibilité d'échanger librement leurs excédents de vivres contre les produits de l'industrie. L'état ne pouvant cependant pas procéder directement à ces échanges avec les paysans, la nécessité d'une modification de la politique suivie dans l'industrie s'imposa d'elle-même.

Les modifications opérées ont été les suivantes:

1° Libération du commerce et de la production de tous les produits non monopolisés. Pratiquement le nombre des travailleurs que peut employer l'industrie privée n'est plus restreint.

2° Exclusion de l'économie collective des petites entreprises concédées désormais à des entrepreneurs privés ou à des coopératives. Il ressort des rapports provenant des divers gouvernements que 40 à 50% des petites entreprises ont déjà été concédées. Le peu d'importance de ces entreprises fait néanmoins que l'économie collective de l'Etat n'y perd que 25% environ de sa capacité de production.

Ces réformes signifient une résurrection de l'économie privée, du marché libre et, dans l'évolution ultérieure, d'un capitalisme en Russie. Nous ne songeons pas à le nier. Etant donnée la faiblesse numérique du prolétariat russe, l'épuisement de ses forces organisatrices, l'isolement actuel de l'état prolétarien, le caractère agricole du pays, persévérer dans le « communisme de guerre » c'eut été aller vers la ruine de l'agriculture, dont la conséquence eut été l'impossibilité de nourrir l'armée et le prolétariat industriel, et enfin, à une échéance plus ou moins lointaine la chute de la dictature ouvrière.

Les liens étroits de l'économie centralisée de l'Etat ont dû être relâchés. Son emprise s'est restreinte à ce qu'elle peut efficacement diriger à l'heure actuelle. Ce domaine, d'ailleurs, devait être lui aussi réorganisé conformément à la situation nouvelle. D'où la troisième réforme essentielle. Les grandes entreprises industrielles et minières et les transports devaient être adaptés de [sic = à ?] l'existence d'un marché libre. Ce le fut.

3° Groupement des grandes entreprises étatisées en trusts jouissant d'une grande liberté d'action sur le marché libre. Les ouvriers y sont directement intéressés au développement de la production. Les trusts dans certains domaines entrent en concurrence avec l'industrie privée et avec les entreprises capitalistes moyennes fondées par des concessionnaires.

Les contrecoups de ces changements sont nombreux. L'argent qui, jusqu'ici avait de plus en plus perdu de son importance, redevient sur le marché libre un facteur important. L'économie de l'Etat se replace sur la base de l'argent : les institutions financières de l'Etat renaissent. Les coopératives ont à faire face aux nécessités du marché financier. D'autre part le rôle des syndicats se

modifie: ils redeviennent en partie les associations de défense des travailleurs contre le patronat.

Il est impossible de résumer les premiers résultats de la nouvelle orientation économique. Toujours est-il qu'elle paraît réellement propre à atteindre son triple but : prospérité de la grande industrie étatisée par le patronat [sic], intensification de la petite production et regain de vie économique dans le pays, facilité des échanges avec l'innombrable population des campagnes. La révolution a temporairement abandonné une partie de terrain conquis afin de pouvoir mieux organiser le reste.

5. 31 décembre 1921, n°24, rubrique « En Russie Soviétiste », pp. 193-194

## Que Faut-il au Relèvement de la Russie ?

*1. Relever l'agriculture 2. Améliorer sa, technique 3. Créer une monnaie stable. 4. Développer la coopération.*

*par E. Varga (Moscou)*

La session du IV<sup>e</sup> Congrès Panrusse des Soviets qui va se réunir à Moscou à la fin de décembre, se trouvera en présence d'une situation radicalement modifiée. Au cours de cette année le monopole des céréales a été remplacé par l'impôt en nature, le petit commerce a fait sa réapparition, l'industrie d'Etat a été limitée aux grandes exploitations. Les exploitations secondaires étant abandonnées à l'initiative privée. Le IV<sup>e</sup> Congrès des Soviets nous offre la première occasion d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble des résultats obtenus jusqu'à présent par la nouvelle orientation économique.

La majorité du Congrès sera paysanne. Elle montrera donc jusqu'à quel point les masses paysannes sont satisfaites de la nouvelle politique. Il semble que celle-ci corresponde réellement à leurs intérêts et leur offre plusieurs stimulants qui doivent tôt ou tard, déterminer dans toute la Russie un relèvement économique. Les résultats de la production russe des deux-trois dernières années prouvent assez l'importance du bon ravitaillement des centres industriels et, par conséquent, de la prospérité de l'agriculture. Depuis trois ans la production russe s'élève après chaque récolte (automne et début de l'hiver) et baisse sensiblement lorsque celle-ci commence à s'épuiser.

L'évolution de l'industrie, des transports et de toute la vie économique russe est donc étroitement rattachée au développement de l'agriculture qui, dans la situation donnée, ne peut-être qu'une économie paysanne. La destinée de la Russie dépendra du succès ou de l'insuccès des efforts tendant à relever suffisamment l'économie paysanne pour quelle puisse subvenir aux besoins de la population urbaine.

Aussi la question du relèvement de l'agriculture primera-t-elle, au Congrès des Soviets, [sur] toutes les autres. Une guerre contre l'étranger et une guerre civile de plusieurs années, l'incapacité de l'industrie à fournir aux campagnes, en échange du blé, des articles manufacturés, les effets nocifs du monopole des céréales rendu nécessaire par l'état de guerre, autant de facteurs qui ont concouru à une régression de l'agriculture russe, attestée, tant par la diminution de la superficie cultivée que par une décroissance du produit moyen par hectare. Cette année, pour comble, une récolte insuffisante est venue pousser à l'extrême la disette résultant de cet état de choses. Il s'agit par conséquent, avant tout, de relever l'agriculture. Dans les deux premières années du régime il fallut à tout, prix recueillir des produits, des vivres ; maintenant il importe de relever la production même.



Ce ne sera évidemment pas possible sans le concours volontaire des éléments les meilleurs et les plus avancés de la classe paysanne. 30 millions de fermes paysannes indépendantes existent en Russie. On ne peut pas songer à leur imposer des méthodes nouvelles de travail. C'est pourquoi les Comités d'Ensemencement créés au printemps dernier, loin d'être des organes de coercition, furent des organes de collaboration entre l'Etat et les organes locaux de la selfadministration paysanne. De concert avec les représentants élus des villages ces Comités élaboraient le plan de culture d'une commune, d'un district, voire d'une province. L'Etat ne se bornait pas à s'entendre avec les paysans sur la superficie des terres à cultiver : il s'efforçait aussi de leur procurer l'outillage agricole et les semences indispensables. Les Comités d'Ensemencement s'appliquèrent également à introduire dans l'agriculture russe, si attardée, quelques améliorations telles que le labour d'automne en vue des semailles du printemps, etc. Comme on l'entrevoit, les rapports du gouvernement des Soviets avec la campagne ne sont pas uniquement d'autorité; il s'agit bien plutôt d'une collaboration dans laquelle les secours, les conseils et les ordres s'enchevêtrent inextricablement.

Le Congrès des Soviets étudiera sans doute le perfectionnement des Comités d'Ensemencement appelés à introduire, par un labour [sic] tenace, des procédés techniques supérieurs dans l'agriculture russe.

Dans ce domaine les possibilités d'action sont absolument illimitées. De tout temps le sol russe, si fertile, n'a produit que le tiers, de la production de l'agriculture allemande. Si on réussissait à en doubler le produit, ce qui n'a rien d'utopique, il resterait à la Russie, pour son commerce extérieur, un excédent de blés très considérable. A ce résultat ne s'opposent qu'une idéologie rétrograde, l'ignorance du paysan et l'insuffisance de sa technique. Indiquons ici l'esprit conservateur du paysan russe, soigneusement entretenue chez lui par l'ancien régime, la destruction de l'outillage agricole pendant la guerre civile et la guerre étrangère, la diminution et l'appauvrissement du cheptel, la faible qualité des semences. Tels sont les obstacles à surmonter.

Outre ces graves questions, le IV<sup>e</sup> Congrès des Soviets envisagera certaines conséquences de la nouvelle orientation économique. Une modification de la politique monétaire et financière de la République des Soviets s'impose. Tant qu'on espéra passer sans transition du communisme de guerre au communisme définitif, la politique monétaire n'eut pas d'importance. On pensait laisser disparaître de lui-même l'argent capitaliste, les échanges en nature et la gratuité de tous les services dont a besoin le travailleur le rendant inutile. Le gouvernement des soviets considéra la dépréciation croissante du papier-monnaie, sur un marché libre tous les jours plus restreint, comme n'intéressant que les éléments sociaux acharnés à se maintenir en dehors de l'Etat nouveau et destinés à l'initiative privée dans la petite industrie, et par conséquent au commerce, il n'a pu poursuivre son ancienne politique monétaire.

L'Etat prolétarien n'est plus en Russie, quelle que soit son importance économique, qu'un des nombreux facteurs de la vie économique. L'échange le met en contact avec les autres : paysans, artisans, entrepreneurs, hommes d'affaire. La stabilité de leurs relations exige une mesure de valeur stable, une monnaie ferme. C'est pourquoi le gouvernement des Soviets s'est préoccupé de créer par une réforme, monétaire, une monnaie stable. Mais cela ne peut se faire, en Russie comme ailleurs, que par l'établissement d'un budget normalement équilibré. La réforme monétaire exige l'équilibre des recettes et des dépenses, d'où une réforme des impôts et du crédit. Le Congrès des Soviets tranchera cette question si complexe.

Le perfectionnement de la coopération l'occupera aussi. C'est aux coopératives qu'incombe en Russie la tâche d'accomplir les échanges entre la ville et la campagne, sur les bases de l'économie privée. Elles limiteront ainsi le développement du commerce privé.